



L'Elysée maintient la visite de Nicolas Sarkozy en Israël après avoir envisagé un report

LE MONDE | 13.06.08 | 14h37

Une certaine confusion a entouré, jeudi matin 12 juin, la visite que doit effectuer Nicolas Sarkozy en Israël et dans les territoires palestiniens du 22 au 24 juin. Sans préciser ses sources, le quotidien israélien *Maariv* a évoqué, dans son édition du jour, une éventuelle annulation mise sur le compte des difficultés politiques rencontrées par le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, fragilisé par une enquête portant sur le financement de ses activités politiques. Le journal *Maariv* évoquait également, pour expliquer cet atteroiement, le lancement laborieux de l'Union pour la Méditerranée, l'un des grands projets de la présidence française de l'Union européenne, qui débute le 1^{er} juillet, et qui se heurte depuis quelques semaines aux réticences ou à la franche opposition, dans le cas de la Libye, de capitales arabes concernées.

L'hypothèse d'une annulation ou plutôt d'un report de quelques semaines a pris brièvement corps dans la matinée à Paris. A l'Elysée, elle était alors justifiée à la fois par la fragilité politique de M. Olmert, qui a déjà provoqué l'annulation d'une visite du premier ministre canadien, mais également par le développement des activités israéliennes de colonisation, contraire au processus israélo-palestinien d'Annapolis lancé en novembre 2007.

Deux arguments peu convaincants : l'incertitude politique israélienne ne va pas disparaître dans les prochains mois, mais au contraire se renforcer si les adversaires du premier ministre israélien obtiennent sa démission et des élections anticipées, et il serait hautement spéculatif de lier une visite à la courbe des annonces de créations de logements dans les colonies de Cisjordanie. Quelques heures plus tard, faute peut-être d'un geste israélien qui l'aurait facilité, le report était écarté et la visite confirmée.

A quelques semaines du sommet qui doit porter, le 13 juillet, l'Union pour la Méditerranée sur les fonts baptismaux, le déplacement de M. Sarkozy en Israël, déjà pénalisé par la stagnation du processus d'Annapolis, s'avère délicat. Le président français compte sur ce voyage pour insuffler dans une relation franco-israélienne plutôt apaisée une chaleur rompant avec la distance manifestée par son prédécesseur, Jacques Chirac. Invité à s'exprimer devant la Knesset, après Angela Merkel et George Bush - qui ne s'est pas économisé pour soulever les ovations des élus israéliens -, M. Sarkozy sait qu'il sera difficile de concilier l'expression de son très fort attachement à Israël sans compromettre son projet méditerranéen.

Il peut déjà prendre la mesure des difficultés de l'entreprise avec les réactions suscitées par la présence possible à ses côtés à Paris du président syrien, Bachar Al-Assad, lors du traditionnel défilé du 14-Juillet, au lendemain du sommet. Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, a évoqué un "*symbole fâcheux*". Alors que la situation des droits de l'homme est des plus précaires en Syrie, comme en témoigne le harcèlement d'une opposition pourtant fort peu menaçante, la secrétaire d'Etat chargée de ce dossier, Rama Yade, a voulu voir dans cette invitation "*une chance pour la paix*".

Arnaud Leparmentier et Gilles Paris

Article paru dans l'édition du 14.06.08